

« OBSCURITÉS & LUMIÈRES : EXTRÊME DROITE, DÉMOCRATIE ET MOUVEMENT SOCIAL »

Les 15 et 16 avril derniers se déroulait la 99e semaine sociale -virtuelle- du MOC sur la thématique : « Obscurités & lumières : extrême droite, démocratie et mouvement social »¹. Plus de 600 personnes étaient présentes, et pour cause : les enjeux et débats au programme sont plus que jamais nécessaires, face à l'urgence sociale dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. En effet, la montée récente des populismes et de l'extrême droite témoigne d'une société en souffrance, séduite et attirée par ces idées. En tant que mouvement social, quelles stratégies peuvent être mises en avant pour travailler avec ces populations vers un avenir commun ? Nous vous proposons dans ce dossier un retour sur trois des interventions présentées.

PRENDRE LA MESURE DE L'AMPLEUR DES FRACTURES SOCIALES

« Travail et représentation syndicale »



Gaëlle Demez, est féministe et syndicaliste, plaçant les droits humains et de la terre en tête de liste. Elle est responsable nationale des Femmes de la CSC, dont elle coordonne l'action, les campagnes et les formations. Depuis la mi-mars, elle est également cheffe de service de l'équipe d'animation de la CSC.

En 2015, la CSC posait un constat sans appel : nombre de personnes se désaffiliaient du syndicat, car elles étaient victimes des premières suppressions des allocations de chômage. Ce public composé de nouveaux exclus faisait auparavant partie des groupes de la CSC, créant ainsi un vide à la suite de leur départ en masse. Face à cette situation de crise, la CSC décide en 2018 d'organiser un premier Forum contre l'exclusion, un lieu de rencontre et de parole destiné à ces personnes exclues du chômage.

Certaines personnes se sont retrouvées en chômage ou en maladie de longue durée, alors qu'elles pensaient être immunisées face à ces risques professionnels.

Pour ces personnes mises au ban de la société, ce fut l'occasion d'échanger sur leur quotidien et les problèmes auxquels elles étaient confrontées. Lors des débats, il fut question des formations pour adultes, des statuts légaux quand on perd son emploi, des difficultés que cause le statut de cohabitant, mais également des systèmes alternatifs et plans de débrouille qui sont parfois nécessaires pour les plus précaires. En plus d'offrir un temps d'échange à ces personnes, le forum avait pour but de créer la rencontre avec des représentants du monde professionnel, afin de faire bouger les lignes. Face à des représentants de l'ONEM, du Forem et de délégués syndicaux, la parole fut libérée quant aux violences institutionnelles dont sont victimes les exclus du chômage, mais aussi quant aux humiliations constantes subies notamment lors des visites de contrôle à domicile.

En 2019, un second Forum contre l'exclusion fut organisé, cette fois en présence de personnalités politiques. Ces dernières furent frappées par les témoignages des exclus du chômage, car ceux-ci ne correspondaient pas au cliché du chômeur couramment répandu. Face à eux se trouvaient des personnes en souffrance, loin de l'image du profiteur fainéant. Pour Gaëlle Demez, c'est là le rôle de la CSC : récolter la parole et faire en sorte d'agir.

La crise du Covid-19 a provoqué des changements profonds dans le paysage du travail en Belgique et les rôles ont été inversés : certaines personnes se sont retrouvées en chômage ou en maladie de longue durée, alors qu'elles pensaient être immunisées face à ces risques professionnels. La fracture entre le chômage et l'emploi a été plus poreuse que jamais, renforçant ainsi le discours que la CSC tient depuis des années : la notion d'emploi ou de non-emploi est très fictive, car tout peut basculer du jour au lendemain. Les préjugés sur ces questions sont nombreux, surtout de la part de personnes qui ne se sont jamais retrouvées dans ces situations. Pour la CSC, le Covid a également renforcé des combats qui étaient déjà menés depuis des années, notamment celui du maintien d'un salaire brut viable. En effet, tout est calculé en fonction du montant brut, y compris le chômage temporaire qui a été le nouveau lot de nombreux Belges. Eco-chèques, chèques repas et avantages divers tombent à l'eau quand une personne se retrouve sans emploi : le salaire brut est donc la seule garantie qu'une personne a dans des moments difficiles.

La CSC réfléchit aux façons dont le système pourrait être repensé pour l'avenir. Au niveau des femmes de la CSC, la suppression du statut de cohabitant est une des revendications principales. De plus, dans un système pensé en termes de sécurité sociale, on ne peut plus continuer à penser selon le modèle familial père-mère-enfants-maison, bien que ce soit la norme qui ait dominé les prises de décisions lors de ce confinement. En effet, il conviendrait de s'imposer un cadre mental avec la situation d'une mère seule avec trois enfants : si les décisions prises pour ce schéma sont efficaces, alors elles le seront pour tout le monde.

QUELLES STRATÉGIES EN MOUVEMENT SOCIAL POUR RÉSISTER ET APPROFONDIR LA DÉMOCRATIE ?

« Résister sans faire le jeu du populisme »



Guillaume Lohest est romaniste, président des Equipes Populaires, mouvement d'éducation permanente en milieux populaires et contributeur pour les revues « Contrastes » et « Valériane ». Il est l'auteur de « Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu »².

Il serait trop simple de réduire les enjeux que nous connaissons aujourd'hui à une lutte contre la récupération par l'extrême droite des publics en colère : à la résistance à l'extrême droite se superpose la résistance au néolibéralisme. Si ces luttes possèdent des liens étroits, il ne faut cependant pas penser qu'il s'agit d'un seul et même combat et que lutter contre le néolibéralisme suffirait à éradiquer l'extrême droite.

On entend souvent dire : « On n'est plus en démocratie », comme si celle-ci avait déjà disparu au profit d'un néolibéralisme dictatorial. Il est dangereux de cautionner ce simplisme : la plupart des partis d'extrême droite se sont réinventés en contestataires, populistes et plus démocratiquement présentables. Des personnes comme Trump se disent adversaires de la mondialisation et des élites, défenseurs du « vrai » peuple, de la « vraie » démocratie, parfois même avec des discours sociaux.

On peut choisir la radicalité en continuant à marquer la frontière qui sépare les démocraties insatisfaisantes (comme la nôtre) et des pays au régime totalitaire.

Quand on s'intéresse aux discours et messages portés sur les réseaux sociaux, on se rend vite compte que ce ne sont ni l'extrême droite ni le néolibéralisme qui sont pointés du doigt mais le système en lui-même. En effet, les griefs sont principalement tournés vers les politiciens et les médias, soit de la démocratie telle qu'elle est perçue. Quand les gens disent « on n'est plus en démocratie », ils rejettent en réalité le système dans lequel nous vivons, loin de l'image idéalisée de la Démocratie que beaucoup se font.

Si cette différence sémantique paraît insignifiante, elle représente en réalité un réel danger. La configuration des indignations actuelles dans la société colle bien au lexique et au récit populiste intelligemment distillés par l'extrême droite : vrai peuple vs

oligarchie, vraie démocratie vs système,... Le problème, c'est que ce vocabulaire est également présent au sein des mouvements sociaux.

En effet, ce lexique de la vraie démocratie, ce climat hostile au système et aux institutions politiques constitue un point de glissement entre l'univers de l'extrême droite et l'univers de l'indignation des citoyens, qui est au coeur de nos actions d'éducation permanente. Si la machine s'emballe, cette colère peut également virer à la rage et cristalliser un ressentiment collectif qui peut devenir un frein à tout dialogue et initiatives diverses.

Face à ces constats, trois chemins se dessinent pour le futur :



1. La continuité des idées : on mise sur les catégories politiques en se disant que les gens font également ce travail de découpage entre les partis. Or, monde politique et émotions se confondent souvent, plus particulièrement dans des périodes difficiles comme

celles que nous vivons.

2. Virer dans un populisme de gauche : il repose sur une prise en compte de l'affect en politique. La colère populaire serait vue comme un champ de bataille qu'il faudrait structurer pour créer le peuple demain. Cette stratégie du « nous contre eux » est intéressante mais la colère est le terrain de jeu historique du fascisme qui récupère les citoyens-victimes en leur présentant un bouc-émissaire responsable de leurs maux. En tant que mouvement social, nous ne pouvons moralement pas investir cette piste.

3. Mener une action collective : lutter simultanément contre l'imaginaire et les politiques néolibérales antisociales, anti-solidaires, tout en refusant d'utiliser le lexique « antisystème ». On préserve alors la ligne symbolique entre nos démocraties dans lesquelles on peut au moins en appeler à l'Etat de droit et les régimes autoritaires comme l'extrême droite.

Résister sans faire le jeu du populisme, ce n'est pas refuser la radicalité mais refuser la simplification et le ressentiment. On peut choisir la radicalité en continuant à marquer la frontière qui sépare les démocraties insatisfaisantes (comme la nôtre) et des pays au régime totalitaire. La clé serait de poser une radicalité de fourmi : précise, minutieuse et active, pour favoriser le pouvoir d'agir de chacun.

² « Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu » (2018), par Guillaume Lohest aux Editions Couleurs Livre. Disponible sur demande au secrétariat des Equipes Populaires (081/73 40 86 ou secretariat@equipespopulaires.be).

« Stratégies du mouvement social »



Marc Maeschalck est professeur de philosophie à l'UCLouvain où il est également Directeur du Centre de Philosophie du Droit. Il est aussi vice-président de la Fédération du MOC-Hainaut Centre. Il a publié de nombreuses études en philosophie sociale et politique ainsi qu'en éthique et en théorie du droit.

Pour Marc Maeschalck, penser au-delà de nos localismes est un des piliers de notre mouvement. Sans pour autant entrer dans des réflexions de géopolitique mondiale, il est intéressant -en amont de tout travail- de prendre du recul sur notre situation en la comparant à celle que l'on peut trouver ailleurs sur le globe. Ainsi, cela peut nous apprendre à avoir une certaine modestie par rapport à nos exigences sociales et politiques, mais aussi à aborder notre second pilier, à savoir la déconstruction des préjugés grâce à cette meilleure connaissance de l'autre et de sa situation.

Les préjugés peuvent faire des ravages auprès d'une population qui se sent oubliée : les raccourcis faciles et la tentation de trouver un bouc-émissaire à ses problèmes peut pousser certains citoyens en colère à se tourner vers des formes de pensées extrêmes. Si nous parlons habituellement d'un populisme, il s'agit en réalité de la convergence de plusieurs formes de populismes qui est à l'origine de la fracture sociale que nous connaissons aujourd'hui³ :

- Le populisme de délégation : on veut mettre en place un gouvernement qui promet de représenter le peuple, à condition que celui-ci le soutienne. Quand les Américains ont élu Trump, ils ont délégué leur pouvoir collectif dans les mains d'un leader qu'ils jugeaient capable. C'est la forme de populisme que l'on retrouve également chez Viktor Orban en Hongrie.
- Le populisme de participation : polycentrisme de l'action, les lieux de décision sont dispersés, la concertation est maximale, on vise la démocratie directe,... Ce qui est important ici, c'est de faire entendre la prolifération des revendications sociales dans toute leur diversité, basées sur des intérêts personnels. L'évangélisme est la clé pour comprendre cette forme de populisme.

Une fois que ces deux formes de populisme se rencontrent, c'est le point de basculement qui amène à des situations que nous connaissons aujourd'hui à travers le globe. Aux USA, c'est quand le suprématisme, l'ultranationalisme des groupes armés se combinent avec le participationnisme évangéliste que la prise du Capitole se

met en route. A l'échelle belge, le contexte sanitaire actuel est un terreau fertile pour la convergence de ces populismes... Et les politiques réformistes que nous connaissons depuis plusieurs décennies ne sont qu'autant de pansements sur des plaies qui ne parviennent pas à cicatriser.

En effet, le réformisme montre aujourd'hui toute son impuissance. Fruit du mélange de la biopolitique des masses (technocratie) et de la communication politique de crise (délégation) d'une part et de l'individualisation des responsabilités, d'autre part (obéissance et sacrifice du peuple), cette politique ne suffit plus face à une population en colère et fragilisée. En contexte de crises, ce réformisme s'appuie sur deux leviers : entretenir la santé de tous via des comités d'experts et culpabiliser les individus qui ne respectent pas les mesures.

Au milieu de ces deux pôles de nos politiques réformistes se trouve un espace riche qui voit naître l'action collective, la solidarité et la construction de la dignité humaine. Dans cet espace, nous avons notre place en tant que mouvement social, à la condition de savoir anticiper les besoins de tous et de chacun, sans tomber dans des solutions « taille unique » pour tous, ni dans l'individualisme. Cette incapacité à anticiper, c'est une des faiblesses principales du réformisme face aux enjeux d'urgences comme les crises sanitaires ou environnementales. Notre monde social est à analyser et notre stratégie politique à réinventer.

Mais deux grands types de stratégies de sortie du réformisme se dessinent déjà :

- Sortie autoritaire : il faut agir et ne pas reporter le problème, quitte à appliquer des mesures autoritaires. Attention, cette formule peut profiter du populisme de délégation.
- Sortie communautaire : puisque notre système montre ses limites, essayons de recréer -dans des zones libérées- le monde que nous voudrions pour demain. Cette formule s'épanouit par exemple dans le zadisme ou le zapatisme.

Face à ce danger de populismes multiples qui peuvent entrer en collision ainsi qu'à un réformisme insatisfaisant : quels sont les possibles pour notre mouvement social ? Il est essentiel pour nous de réfléchir à des axes stratégiques collectifs, qui permettent une sortie du réformisme et une lutte contre les populismes. Dans ces nouvelles stratégies, la proximité avec le public fait notre force et la co-construction de ces axes entre nos organisations et le citoyen permettra d'inscrire ces mesures dans la temporalité. Pour cela, un congrès de refondation est nécessaire : il faut repenser notre mouvement pour le rendre davantage plus fort.

³ Cette binarité a été mise au point par le politologue américain Adam Przeworski, dont les travaux portent sur les régimes étatiques et les questions de démocratie.